

2026
MANIFESTE
ÉCOSOCIALISTE
DU PAYS BASQUE

MANIFESTE ÉCOSOCIALISTE DU PAYS BASQUE 2026

10 ANS D'ÉCOSOCIALISME EN PAYS BASQUE

Dix ans plus tard: un monde toujours plus violent et insoutenable

Il y a 10 ans, le manifeste final de la III^e Rencontre écosocialiste internationale qui s'est tenue au Pays Basque mentionnait explicitement l'*urgence écologique* provoquée par le dépassement des limites biophysiques et mettait en garde contre l'*urgence sociale* générée par les déplacements migratoires forcés, la précarité et la violence croissante. Il situait l'origine de ces deux problèmes, étroitement liés, dans l'ordre institutionnalisé du système capitaliste, plus précisément dans sa dynamique de *croissance illimitée*, axée sur la maximisation des profits des entreprises.

Une décennie plus tard, cette analyse s'avère tragiquement exacte et prémonitoire, mettant en évidence l'inaction écosociale flagrante de la communauté internationale face à des défis urgents et de grande envergure. Cependant, le diagnostic posé il y a une décennie était à peine en mesure de prévoir l'ampleur et l'intensité des phénomènes désastreux qui définissent aujourd'hui le paysage international.

En termes écologiques, et selon le Stockholm Resilience Centre, *sept des neuf limites biophysiques* planétaires avaient été dépassées en 2025 (contre *seulement* quatre en 2015). Parmi elles : le changement climatique (+1,44 °C par rapport à l'ère préindustrielle), la biodiversité, la déforestation, l'eau douce, les cycles de l'azote et du phosphore, la pollution chimique et l'acidification des océans. Seuls l'appauvrissement de la couche d'ozone et la charge en aérosols atmosphériques restent, selon les données, en deçà des marges de sécurité.

Sur le plan économique, la dynamique internationale erratique, exacerbée par la crise financière de 2008, s'est aggravée ces dernières années, sans aucun signe d'amélioration. Le capitalisme est en *stagnation*, avec une maigre croissance attendue de 2,4 % pour la décennie actuelle, il souffre de *surcapacités de production*, et seule la *financiarisation* le maintient artificiellement en vie. En d'autres termes, le gâteau de la croissance rétrécit, en particulier pour les travailleur·euse·s, tandis que les capitaux qui se les disputent restent abondants, donnant lieu à un jeu à somme nulle où un seul acteur sort gagnant — à savoir la Chine dans la plupart des secteurs stratégiques —, dans un cadre extrêmement instable qui accroît le *risque d'e crises* de toutes sortes.

La *guerre économique* s'impose ainsi comme le signe distinctif de notre époque, à travers une concurrence acharnée pour le contrôle des marchés, des routes commerciales (Groenland, Moyen-Orient), des investissements stratégiques (intelligence artificielle, se-

mi-conducteurs, économie verte) et, tout particulièrement, l'accaparement des ressources telles que les énergies fossiles et les minerais.

En conséquence, sur le plan politique, l'ordre international fondé sur le multilatéralisme, les règles communes et la démocratie libérale a volé en éclats au cours des cinq dernières années. Bien qu'il s'agisse d'un modèle de gouvernance favorable aux puissances occidentales, étayé par une *lex mercatoria* qui protège les intérêts de leurs entreprises, et défini par un cadre de faible intensité démocratique, le contexte de crise mondiale et la consolidation de la Chine en tant qu'hégémon économique ont modifié l'échiquier mondial.

Ce sont désormais les programmes réactionnaires et autoritaires de l'extrême droite, qui placent la *force et la violence* au cœur de leur projet, ainsi que la montée en puissance du *régime de guerre*, qui dominent un paysage politique bouleversé dans ses fondements par les États-Unis et leurs alliés, parmi lesquels Israël et l'Union européenne. La succession des guerres et des agressions impérialistes s'accélère ainsi – Ukraine, génocide de Gaza, Venezuela, Iran – dans une dangereuse spirale militariste, dans un contexte marqué par le risque d'un *conflit nucléaire*.

Sans aucun doute, nous sommes les majorités populaires et la classe ouvrière dans son ensemble qui subissons de manière particulière les assauts de cette tempête parfaite engendrée par le capitalisme. Nous qui sommes en première ligne face aux catastrophes naturelles. Nous qui, de manière cruellement asymétrique, avons de plus en plus de difficultés à assurer notre subsistance, exploités et confrontés à une précarité de plus en plus généralisée. Nous qui sommes spoliés du bien commun et de nos propres emplois. Nous qui sommes contraints d'émigrer pour des raisons économiques, politiques et/ou environnementales. Nous qui résistons aux agressions de l'extrême droite et à ses programmes réactionnaires. Nous qui sommes les premières victimes directes du militarisme et de la guerre.

Un programme écosocialiste, plus nécessaire et urgent que jamais

Face au diagnostic global exposé dans la section précédente, le manifeste de la Rencontre tenue au Pays Basque en 2016 mettait également en garde contre les sirènes du *capitalisme vert*, qui menaçait de reproduire le même modèle de consommation et de perpétuer les mêmes structures génératrices de l'urgence écologique et de l'urgence sociale. Ce dernier, reconverti aujourd'hui en *capitalisme vert olive et numérique*, en tant que version hégémonique après la pandémie, prétend que la somme des partenariats public-privé et des investissements massifs dans l'énergie, l'économie verte, la numérisation et l'armement offre une opportunité économique et une réponse politique aux conflits géopolitiques que le système lui-même a générés. Il nous conduit ainsi vers un horizon de croissance stable et généralisée, à un découplage de cette croissance par rapport aux émissions polluantes, ainsi qu'à la consommation énergétique et matérielle.

L'impact réel de ce programme officiel est toutefois diamétralement opposé à ce qui est proposé : il ne permet ni de renverser la stagnation économique, ni de progresser en matière

de durabilité, ni de réduire en termes absolus les émissions et la consommation physique – certes dans certains territoires spécifiques, mais jamais au rythme requis, et sans tenir compte de la nature globale des chaînes de valeur dans lesquelles chaque pays ou région est impliqué —. Au contraire, on assiste à un renforcement du *pouvoir des entreprises* en tant qu'acteur·ices principaux·ales, et donc à la pérennisation de la maximisation du profit comme objectif fondamental, à une consolidation de la *dynamique extractiviste*, notamment dans les secteurs de l'énergie et de l'exploitation minière, ainsi qu'à une intensification de la guerre économique autour des approvisionnements stratégiques, et du régime de guerre qui caractérise l'escalade militariste.

Par conséquent, ce capitalisme vert olive et numérique n'apporte aucune solution, mais constitue au contraire le programme auquel il faut explicitement s'opposer. Il en va de même pour les *versions néo-keynésiennes* de ce capitalisme qui, en reprenant son cadre général et en décontextualisant l'urgence climatique par rapport à l'ensemble des paramètres qui définissent le panorama international actuel, proposent de diriger des stratégies nationales de transition menées par des gouvernements « progressistes » à travers un mélange de pactes avec les grandes entreprises, d'innovations technologiques et de changements sociologiques progressifs. Elles évitent ainsi toute transformation en profondeur et renoncent à la nécessité de susciter une mobilisation populaire ; elles nient la lutte des classes ; elles ignorent l'importance stratégique de la propriété publique ; et elles font abstraction du caractère rétrograde d'un pouvoir corporatiste, marqué par une stagnation séculaire et une surcapacité de production.

Nous voulons donc renforcer notre engagement en faveur de l'*écosocialisme* en tant que programme stratégique visant à dépasser radicalement *l'état actuel des choses*. Et nous le faisons depuis le Pays Basque, un pays avec ses particularités, mais également traversé par bon nombre de variables qui définissent le contexte mondial actuel : un pays du Nord global, mais sans souveraineté pour prendre des décisions dans tous les domaines stratégiques ; un pays à haut revenu, mais avec un tissu économique vulnérable : automobile, aéronautique, machines-outillage, sidérurgie et métallurgie, secteur de l'armement, etc. ; un pays grand consommateur d'énergies fossiles, mais totalement dépendant de l'étranger ; un pays dont les institutions se consacrent à des politiques favorables au pouvoir des entreprises, soutenant leur dynamique depuis la sphère publique ; un pays, également, qui dispose d'une majorité syndicale combative et de classe, ainsi qu'une tradition de mobilisation populaire remarquable.

Pour le mouvement écosocialiste du Pays Basque, la dernière décennie a été une période d'apprentissage accéléré et de maturation politique. Depuis les IIIe Rencontres écosocialistes internationales, les luttes écosociales ont progressé dans plusieurs directions clés : l'articulation intersectionnelle entre syndicalisme, féminisme et écologisme — la majorité syndicale basque adoptant des positions explicitement écosocialistes — ; la grève générale de 2020 pour des retraites et des conditions de vie dignes ; la grève générale féministe de 2023 pour la défense d'un système de soins public et communautaire ; l'ancrage territorial concrétisé par des expériences spécifiques (le projet d'indice de durabilité de Busturialdea-Urdaibai ou

l'accompagnement de la restructuration industrielle de Mecaner) ; la défense du territoire face aux mégaprojets d'entreprise (Guggenheim Urdaibai, entre autres) ; et la construction d'une pédagogie écosocialiste facilitant sa diffusion et son développement.

Nous avons également appris que des victoires partielles sont possibles et nécessaires. Qu'il n'y a pas de transition juste sans conflit ni mobilisation populaire. Que l'écosocialisme au Pays Basque n'a de sens que s'il se construit à partir du bien commun, du féminisme et de l'internationalisme, dans un dialogue permanent avec les peuples du Sud.

Nous prôtons donc un *écosocialisme* qui, sous un drapeau à quatre couleurs (vert écologiste, rouge de la justice sociale, violet féministe et noir de l'autonomisation citoyenne), se fonde sur :

1. La *confrontation* avec le *statu quo*, en plaçant au centre la *durabilité de vies dignes* pour la classe ouvrière, dans son ensemble et dans toute sa diversité.
2. Le *lien de nécessité* entre les luttes de classe, féministes, écologistes, antiracistes, internationalistes et antimilitaristes.
3. Un horizon qui place au premier plan le *dépassement explicite de l'ordre aujourd'hui institutionnalisé autour du capitalisme*.
4. Des *stratégies de transition écosociale* juste qui, ici et maintenant, permettent d'avancer en termes de démercantilisation, de décorporatisation, d'émancipation, de mise en avant du bien commun, d'ajustement du modèle social aux limites biophysiques, et de redistribution radicale de la richesse et de tous les travaux (productifs et reproductifs).

Des stratégies de *transition écosociale juste* définies par les axes suivants :

5. Le pari d'une *planification démocratique et contraignante*, en tant qu'outil indispensable pour répondre aux intérêts et aux droits tant de la classe ouvrière que de la nature.
6. Le rôle central de la *propriété publique et communautaire* comme seule garantie du contrôle collectif et de la viabilité du processus.
7. La *participation populaire* comme condition démocratique face à un défi politique historique.
8. La *justice mondiale*, dans un contexte de plus en plus impérialiste et néocolonial.
9. Le développement d'alternatives de *toutes sortes*, face à l'hégémonie actuelle des mégaprojets.
10. L'articulation entre les *mouvements populaires et les syndicats de classe*, dans des dynamiques conjointes visant à créer des *réseaux au service de la vie* qui soient le fer de lance de la transformation écosocialiste.

Ces axes stratégiques devraient, en fin de compte, imprégner et donner une identité à la dynamique des nouveaux *programmes écosocialistes* :

11. qui placent au centre la protection de la vie, tant celle des personnes que celle des écosystèmes ;
12. qui ont pour horizon une *décroissance juste et asymétrique*, l'électrification et la promotion de *transformations sociales, économiques et culturelles profondes* ;
13. qui s'engagent dans la *lutte contre l'extrême droite réactionnaire et négationniste*, à partir de propositions visant à transformer les conditions de vie des travailleurs et travailleuses au profit du bien commun ;
14. qui défendent sans détour le "*non à la guerre*", en s'opposant à la dérive militariste et à ses principales structures, telles que l'OTAN ;
15. qui visent à *démanteler l'architecture de l'impunité des entreprises*, aujourd'hui protégée par des traités commerciaux et d'investissement, ainsi que par d'autres mécanismes visant à perpétuer les intérêts des sociétés transnationales ;
16. qui misent sur une redistribution radicale de la richesse et de l'ensemble des travaux ;
17. qui s'attachent à transformer les modèles *économiques et énergétiques*, en donnant la priorité à des approches telles que la souveraineté alimentaire, l'économie féministe, l'économie solidaire, etc., par le biais de la relocalisation, de l'autonomie, de la cohésion et de l'équilibre territorial.
18. qui progressent dans la reconnaissance de domaines sociaux tels que le *logement, les soins, l'éducation et la santé* en tant que droits publics, exempts de toute marchandisation et, par conséquent, étrangers à la dynamique capitaliste.

Nous sommes conscients que l'agenda actuel des élites économiques et politiques nous entraîne irrémédiablement vers un scénario caractérisé par un écocide et un génocide, dont l'ampleur est difficile à prévoir, mais dont les conséquences seront terribles, surtout pour les personnes et les peuples les plus vulnérables. Le choix est clair : l'écosocialisme féministe ou la barbarie. Engageons-nous dès lors à défendre la vie, la nature et les droits de la classe ouvrière, ici et maintenant, dans tous les espaces et dans tous les domaines.

**Vive la classe ouvrière du Pays Basque !
Vive la classe ouvrière mondiale !**

